

## 2. EXPERTISE 2 : PLANS STRATÉGIQUES RÉGIONAUX FRONTALIERS

### 2.1 RAPPEL DES OBJECTIFS DE LA MISSION

Cette étude a pour objectif d'analyser les plans stratégiques d'aménagement et de développement territorial des régions frontalières à la Wallonie. Par la comparaison de ces plans avec le SDER, elle vise à mettre en évidence :

- l'incidence des options et instruments mis en œuvre dans ces plans sur le territoire wallon ;
- des orientations dont la Région wallonne pourrait s'inspirer pour sa politique de développement territorial.

Elle doit aussi permettre à la DAR ou au Gouvernement de réagir aux sollicitations en provenance des régions voisines concernant l'élaboration de documents ayant une relation avec la coopération interrégionale.

### 2.2 TÂCHES MENÉES

Le travail réalisé dans le cadre de cette expertise depuis septembre 2007 a consisté en :

- l'achèvement de l'annexe présentant les intentions de chaque plan pour chaque thème du SDER (la synthèse ayant été finalisée en septembre 2007) ;
- la rédaction de trois articles dont deux seront destinés à alimenter un prochain numéro de la revue Territoire(s) wallon(s) (un article basé sur la synthèse comparant les intentions du SDER avec celles de l'ensemble des documents analysés + un article spécifique sur le *Provinciaal Omgevingsplan Limburg 2006*) et dont le troisième sera diffusé dans une revue française – Mosella – (le sujet portant sur la maîtrise de la dépendance automobile par l'aménagement du territoire en contexte transfrontalier) ;
- une veille sur l'évolution des stratégies menées dans les régions voisines.

Dans le cadre de cette dernière tâche, nous nous sommes penchés sur l'apparition de nouveaux documents stratégiques relevant du développement territorial. Dans le premier semestre de cette année, l'attention s'est surtout portée sur divers documents produits en Région flamande et au Grand-Duché de Luxembourg et qui portent sur la mise en œuvre des intentions du *Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen (RSV)*, d'une part, du *Programme Directeur de l'Aménagement du Territoire (PDAT)* et du *Concept Intégré des transports et du développement spatial (IVL)*, d'autre part.

Dans le cadre de la Flandre, l'intérêt s'est porté principalement sur la problématique de la localisation des activités économiques. La stratégie de la province du Brabant flamand en la matière et le Plan START relatif à la reconversion économique dans la région de Zaventem ont ainsi été traités.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg, trois éléments neufs ont été épinglés :

- une évaluation de la mise en œuvre de l'IVL au vu de l'implication des communes ;
- la préparation des plans sectoriels logements, transports, activités économiques... ;
- les priorités de la présidence de la Grande Région par le Luxembourg.

Ces derniers mois, l'attention s'est principalement portée sur deux autres nouveaux textes :

- le Document de lancement de la concertation en vue de l'élaboration du SRADDT (*Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire*) de la Région Picardie ;
- les *Concepts et stratégies pour le développement spatial en Allemagne* adoptés le 30 juin 2006 par la Conférence permanente des Ministres responsables de l'aménagement du territoire (document conjoint entre le niveau fédéral et celui des *länder*).

## 2.3 PRINCIPAUX RÉSULTATS/ENSEIGNEMENTS DE LA RECHERCHE

Cette année a vu sortir, en provenance de divers territoires voisins, de multiples documents méritant une attention dans le cadre de cette expertise veille. Face à cette profusion et aux maigres moyens accordés à cette expertise, un certain nombre des documents intéressants ont dû momentanément être laissés de côté.

Parmi les schémas stratégiques transversaux régionaux français ayant connu des étapes majeures dans le cadre de leur élaboration, le SDRIF (*Schéma Directeur de la Région Ile-de-France*) mériterait d'être analysé pour son caractère exemplaire concernant la maîtrise de l'étalement urbain.

Dans plusieurs régions, ce sont la mise en œuvre des intentions des plans régionaux au travers de l'élaboration de nouveaux documents stratégiques ou réglementaires et l'évaluation de la concordance entre la réalité observée et les intentions qui ont attiré notre attention. Parmi les publications en cours d'analyse, relevons particulièrement :

- les lignes directrices pour l'avenir de la zone urbaine flamande autour de Bruxelles ;
- le premier rapport de suivi du développement territorial du Luxembourg à la lumière des objectifs de l'IVL ;
- le papier stratégique « *route2020.lu* » du réseau routier étatique rédigé par l'administration des ponts et chaussées du Grand-Duché du Luxembourg ;
- le projet de loi visant à créer un Pacte logement contenant différents outils de politique foncière au Grand-Duché de Luxembourg ;
- des documents produits dans le cadre de l'élaboration de la *Directive Régionale d'Aménagement* (DRA) sur la maîtrise de la périurbanisation par la Région Nord – Pas-de-Calais.

Faute de temps, la présentation des résultats de l'analyse de ces nombreux documents a dû être reportée à la prochaine subvention.

Durant cette année, deux états d'avancement ont juste pu être produits en plus des articles mentionnés ci-dessus et de l'annexe comparant les intentions du SDER à celles des huit régions voisines disposant d'un document comparable. Le premier état d'avancement présenté en mars 2008 fait l'objet de la première annexe. Il fait le point sur l'actualité en Région flamande concernant la mise en œuvre des intentions du RSV et sur la localisation des activités économiques. Il traite aussi de l'actualité au Grand-Duché de Luxembourg.

Le second état d'avancement finalisé en septembre 2008 et portant sur le document picard ainsi que sur les *Concepts et stratégies pour le développement spatial en Allemagne* fait l'objet de la seconde annexe.

Concernant la Flandre, il n'est pas encore possible de voir clairement quelle est la tendance qui l'emportera dans les débats actuels relatifs aux implantations des activités économiques. Sera-ce la tendance vertueuse de la maîtrise de l'étalement urbain, de la densification, de la mixité raisonnée et de la concentration autour des gares comme le préconise le RSV ? Ou sera-ce celle de la poursuite de l'étalement urbain par l'ajout d'un grand nombre de terres urbanisables pour accueillir ce développement économique ? A coup sûr, cette seconde tendance sera accompagnée d'un engorgement croissant des réseaux routiers en périphérie des pôles urbains, engorgement compensé par de grands travaux d'infrastructures routières (comme l'élargissement à 16 bandes du Ring de Bruxelles). Trouver le bon compromis entre ces deux tendances semble mettre plus de temps qu'espéré au départ dans le cadre du dossier de la délimitation de la zone urbaine flamande autour de Bruxelles.

Concernant le Luxembourg, là aussi, l'actualité montre que les intentions généreuses du PDAT et de l'IVL ne sont encore guère suivies d'effets. De fortes réticences s'exercent pour contrecarrer l'évolution vers un développement urbain plus compact et plus mixte permettant d'atteindre d'ici 2020 l'objectif de 25 % de part modale pour les transports en commun. De plus, pour atteindre ce but, le Grand-Duché est aujourd'hui persuadé de la nécessité de coopérer plus étroitement en matière de planification territoriale dans un cadre transfrontalier.

A propos du Document de lancement de la concertation en vue de l'élaboration du SRADDT de la Région Picardie, le souci de maîtrise de l'étalement urbain ne semble pas être la principale priorité de cette région comme déjà constaté dans le Nord – Pas-de-Calais et en Champagne – Ardennes. Par contre, deux grandes intentions présentes dans ce document mériteraient d'être analysées plus avant lorsque sortira le projet de SRADDT. Il s'agit de :

- maîtriser les relations avec les régions françaises voisines (comme la Région wallonne, la Picardie a un taux de travailleurs résidents exerçant leur activité en dehors du territoire régional de l'ordre de 15%) ;
- assurer le développement économique via l'émergence de circuits courts afin de tirer parti des évolutions futures liées aux défis climatique et énergétique.

Le document intitulé Concepts et stratégies pour le développement spatial en Allemagne est instructif pour l'attention qu'il accorde à la coopération dans le cadre de l'Euregio Meuse-Rhin. Comme précédemment le POL 2006 de la Province du Limbourg néerlandais et le SRADT Nord – Pas-de-Calais, Il montre qu'un document stratégique d'aménagement du territoire au niveau régional ou national ne peut aujourd'hui plus faire l'impasse sur les implications spatiales de l'inscription des territoires dans la société de la connaissance. Il reste toutefois très vague à ce sujet. Un des concepts retenus et la présentation préalable de l'évolution récente du contexte contenue dans ce document atteste enfin du traumatisme qu'entraîne en Allemagne le déclin démographique dans de nombreuses régions du pays. Au vu des prévisions pour 2050, la chute de la population devrait être telle que de nombreux logements et infrastructures publiques devront être démolis dans les prochaines années. Toutefois, cette perspective douloureuse ne devrait pas concerner la partie de l'Allemagne la plus proche de la Belgique. Outre de nombreuses villes secondaires de l'ex-RDA, des parties de la conurbation Rhin-Ruhr devraient être touchées par cette évolution inédite que l'on risque de connaître un jour. Heureusement, nous avons plusieurs décennies pour nous y préparer au vu des prévisions démographiques optimistes caractérisant la Belgique.

## **ANNEXES AU THÈME/À LA MISSION**

- Annexe I : état d'avancement présenté en mars 2008 ;
- Annexe II : état d'avancement finalisé en septembre 2008.